

# Convention PARTAGE

## PARTAGE/2021/060

Entre

**Le GIP RENATER,**  
**23-25 rue Daviel**  
**75013 PARIS**  
**N° SIRET : 180 089 476 00055**  
Représenté par Monsieur BORIS DINTRANS  
en sa qualité de Directeur Général  
Ci-après désigné « le GIP RENATER » ;

Et

**AVIGNON UNIVERSITE**  
74 rue Louis Pasteur  
84029 AVIGNON CEDEX 1  
N° SIRET : 198 406 852 00204  
Représentée par Monsieur Georges LINARES,  
en sa qualité de Président  
Ci-après désigné « l'Établissement » ;

Individuellement dénommé « Partie » et ensemble dénommé « Parties »,

*[Pour les Établissements sous tutelle MESR] :*

Vu l'article L2511-2-2° du code de la commande publique,

*[Pour les autres Etablissements publics] :*

Vu l'article L2511-6 du code de la commande publique,

Il est convenu ce qui suit :



## Sommaire

### Table des matières

<a href="#"><u>Sommaire</u></a>	2
<a href="#"><u>Préambule</u></a>	3
<a href="#"><u>Article 1 – Définitions</u></a>	3
<a href="#"><u>Article 2 – Objet</u></a>	3
<a href="#"><u>Article 3 – Documents contractuels – Intégralité de la Convention</u></a>	5
<a href="#"><u>Article 4 – Suivi du Service</u></a>	5
<a href="#"><u>Article 5 – Interlocuteurs</u></a>	6
<a href="#"><u>Article 6 – Obligations réciproques</u></a>	6
<a href="#"><u>Article 7 – Description du Service</u></a>	7
<a href="#"><u>Article 8 – Utilisation des Données</u></a>	9
<a href="#"><u>Article 9 – Sécurité des Données</u></a>	9
<a href="#"><u>Article 10 – Protection des données à caractère personnel</u></a>	9
<a href="#"><u>Article 11 – Droit d'utilisation du Service</u></a>	13
<a href="#"><u>Article 12 – Propriété</u></a>	14
<a href="#"><u>Article 13 – Conditions financières</u></a>	14
<a href="#"><u>Article 14 – Modifications</u></a>	15
<a href="#"><u>Article 15 – Durée - Prorogation</u></a>	16
<a href="#"><u>Article 16 – Résiliation</u></a>	16
<a href="#"><u>Article 17 – Gestion des Données en fin de contrat - Réversibilité</u></a>	16
<a href="#"><u>Article 18 – Garantie d'éviction</u></a>	17
<a href="#"><u>Article 19 – Responsabilité – Force majeure</u></a>	17
<a href="#"><u>Article 20 – Assurances</u></a>	18
<a href="#"><u>Article 21 – Confidentialité</u></a>	18
<a href="#"><u>Article 22 – Mentions – Promotion</u></a>	18
<a href="#"><u>Article 23 – Cession</u></a>	18
<a href="#"><u>Article 24 – Divers</u></a>	19
<a href="#"><u>ANNEXE 1 - CHARTE QUALITE</u></a>	1
<a href="#"><u>Article 1 - Sécurité</u></a>	1
<a href="#"><u>Article 2 – Maintien en Conditions Opérationnelles</u></a>	1
<a href="#"><u>ANNEXE 2 - GRILLE TARIFAIRE</u></a>	4
<a href="#"><u>ANNEXE 3 - obligatoire à la clause de sous-traitance portant sur la description du traitement mis en place</u></a>	7



## Préambule

L'Établissement souhaite bénéficier d'un environnement de messagerie collaborative en mode SaaS (Software as a Service).

À ce titre, et dans un contexte de mutualisation, le GIP RENATER propose un accès à la plateforme de messagerie collaborative en mode SaaS qu'il a mise en œuvre pour satisfaire aux besoins spécifiques de la communauté Enseignement Supérieur et Recherche.

L'Établissement a fait part de ses besoins au GIP RENATER.

C'est donc en connaissance des objectifs poursuivis par l'Établissement que le GIP RENATER a proposé son service en mode SaaS.

L'Établissement reconnaît avoir reçu du GIP RENATER toutes les informations nécessaires lui permettant d'apprécier l'adéquation du Service à ses besoins et de prendre toutes les précautions utiles pour son utilisation.

## Article 1 – Définitions

Les termes débutant par une majuscule au sein de la présente Convention, qu'ils soient utilisés au singulier ou au pluriel, auront la signification qui leur est donnée ci-après.

- **Administrateur** : désigne une personne placée sous la responsabilité de l'Établissement et bénéficiant d'un droit d'accès spécifique au Service fourni par le GIP RENATER à des fins d'administration des Comptes et de gestion du Service. Cet accès requiert un mot de passe fourni par le GIP RENATER.
- **Agrément** : il s'agit des dispositions contractuelles liant l'Établissement et le GIP RENATER pour l'accès à RENATER.
- **Compte** : désigne un compte hébergé par le GIP RENATER, fourni à un Utilisateur ou un groupe d'Utilisateurs autorisé par l'Établissement à utiliser le Service.
- **Convention** : désigne les documents contractuels tels que définis à l'article 3 des présentes.
- **Données** : désignent les informations, publications et, de manière générale, les données de l'Établissement, ou des Utilisateurs du Service, traitées dans le cadre de la Prestation.
- **Identifiants** : désignent tant l'identifiant propre de l'Utilisateur "login" que le mot de passe de connexion "password", communiqués pour l'accès au Service.
- **Internet** : désigne l'ensemble des réseaux interconnectés, lesquels sont localisés dans toutes les régions du monde. Dans le cadre de la présente Convention, l'Établissement utilisera principalement le réseau RENATER.
- **Logiciel** : désigne tout logiciel composant les Solutions associées au Service fourni par le GIP RENATER à l'Établissement.
- **Prestation** : désigne la ou les prestation(s) mise(s) à la charge du GIP RENATER par l'Établissement dans le cadre de la présente Convention.
- **Service** : désigne l'environnement de messagerie collaborative proposé en mode SaaS par le GIP RENATER, permettant l'utilisation des Solutions par l'Établissement. Le Service est basé sur le logiciel Zimbra Collaboration Suite.
- **Solutions** : désignent les fonctions opérationnelles listées à l'article 7.1. ci-après de manière non exhaustive et mises à disposition de l'Établissement dans le cadre du Service, objet de la Convention.
- **Utilisateur** : désigne une personne placée sous la responsabilité de l'Établissement et bénéficiant d'un accès au Service sur son ordinateur ou son équipement nomade (tablette, smartphone, etc...).

## Article 2 – Objet

La Convention a pour objet de définir les termes et conditions applicables au Service souscrit par l'Établissement.

Par les présentes, le GIP RENATER consent à l'Établissement, qui l'accepte :

- un droit d'accès au Service dans les conditions définies ci-après ;
- un droit d'utilisation des Solutions.



Les conditions générales de souscription au Service (accès au Service, ouverture de Comptes, Services associés) sont définies à l'article 13.1 de la présente Convention.

### Article 3 – Documents contractuels – Intégralité de la Convention

La Convention ainsi que les documents intitulés « Annexe » constituent l'intégralité des engagements existants entre les Parties, ci-après dénommés ensemble « la Convention ». Elle annule et remplace toute proposition, tout accord, tout engagement oral ou écrit, toute convention initialement conclue portant sur le même objet et qui seraient antérieurs à sa date de signature.

En aucun cas les documents échangés pendant la phase précontractuelle ne peuvent justifier que les Parties soient engagées par des obligations non expressément reprises et consacrées par la présente Convention. Pareillement, les obligations figurant à la présente Convention ne peuvent être complétées ni a fortiori contredites par application d'usages professionnels ou autres.

La Convention est formée des documents contractuels suivants présentés par ordre hiérarchique de valeur juridique décroissante :

- le présent document ;
- les annexes au présent document.

En cas de contradiction entre une et/ou plusieurs dispositions figurant dans un quelconque de ces documents, le document de rang supérieur prévaudra.

Les annexes au présent document qui font partie intégrante de la Convention sont les suivantes :

- annexe [1] : Charte qualité
- annexe [2] : Grille tarifaire
- annexe [3] : Annexe obligatoire RGPD clauses de sous-traitance version sous-traitant vis à vis du responsable

L'Établissement est informé que la grille tarifaire sera mise à jour annuellement selon les modalités prévues à l'article 13.1 de la présente Convention.

Ces documents ne peuvent pas être modifiés ou amendés, sauf par un avenant écrit et dûment signé des Parties.

Il est formellement convenu entre les Parties que toute tolérance ou renonciation d'une des Parties, dans l'application de tout ou partie des engagements prévus dans la Convention, quelles que puissent en être la fréquence et la durée, ne saurait valoir modification de la Convention, ni être susceptible de créer un droit quelconque.

### Article 4 – Suivi du Service

Des réunions de suivi entre l'Établissement et le GIP RENATER sont fixées entre les Parties autant que de besoin si l'Établissement ou le GIP RENATER en fait la demande.

Ces réunions ont pour mission :

- d'assurer l'information régulière et réciproque sur la conduite et l'avancement des services rendus par le GIP RENATER ;
- d'analyser la qualité du service rendu à travers l'examen de tableaux de bord définis conjointement ;
- d'arbitrer les différends survenus éventuellement entre les Parties ;
- d'étudier toute question importante que l'une des Parties jugerait utile de soulever.

La convocation et l'organisation des réunions se fait par tout moyen adapté (réunion téléphonique, etc...).

Le GIP RENATER prépare un compte-rendu de chaque réunion de suivi, pour diffusion à l'Établissement. Si celui-ci n'a pas fait l'objet d'observations dans les quinze (15) jours ouvrés suivant sa diffusion, il est réputé approuvé.



## Article 5 – Interlocuteurs

Les Parties désignent, pour le suivi de l'exécution de la Convention, les représentants suivants :

- Pour le GIP RENATER :  
Le gestionnaire de compte désigné par le GIP RENATER dont le nom figurera dans la documentation fournie par le GIP RENATER.
- Pour l'Établissement :  
Le représentant désigné par l'Établissement dont le nom est communiqué au GIP RENATER et figurera dans la documentation fournie par le GIP.

Chaque partie pourra librement remplacer son représentant par un autre, sous réserve d'en informer préalablement l'autre Partie.

## Article 6 – Obligations réciproques

### *6.1. Obligations du GIP RENATER*

Le GIP RENATER s'engage à exécuter les prestations conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à l'état de l'art de sa profession.

Le GIP RENATER s'engage à :

- fournir les ressources nécessaires à la bonne exécution de la Prestation ;
- fournir les efforts nécessaires pour réaliser la Prestation en accord avec le niveau de qualité de service défini (notamment en termes de disponibilité) par la présente Convention et pour pallier les dysfonctionnements du Service ;
- respecter les clauses de confidentialité et de sécurité de la présente Convention ;
- rédiger les documents prévus, en particulier les comptes-rendus des réunions ;
- informer immédiatement l'Établissement si les sous-traitants de GIP RENATER venaient à évoluer.

Le GIP RENATER s'interdit d'effectuer, à l'égard de l'Établissement ou de tout Utilisateur du Service, une quelconque rétention des données, traitements, fichiers ou autres éléments appartenant à l'Établissement ou à l'Utilisateur, pour quelque cause que ce soit, de façon à assurer à l'Établissement une jouissance et un usage paisible de ces éléments.

Dans le cas où le personnel du GIP RENATER serait appelé à travailler dans les locaux de l'Établissement, il devra se conformer au règlement intérieur, aux règles d'hygiène, aux horaires de travail et aux procédures de sécurité en vigueur sur le site de l'Établissement.

Quelles que soient les circonstances dans lesquelles peut avoir lieu la résiliation totale ou partielle de la Convention, le GIP RENATER reste tenu, à titre d'obligation essentielle, d'assurer la réversibilité des Données et traitements. Les modalités sont fixées à l'article 17 de la présente Convention.

### *6.2. Obligations de l'Établissement*

L'Établissement déclare avoir pleinement conscience de la nécessité impérieuse de sa coopération pour la bonne exécution des Prestations.

L'Établissement s'engage à informer le GIP RENATER de toute évolution de ses besoins d'administration, de conseil ou de sécurité concernant le Service.

L'Établissement s'engage à garantir et maintenir la compétence, l'habilitation et la forte disponibilité de son interlocuteur désigné à l'article 5 de la présente Convention.

L'Établissement est responsable de l'ouverture et de la gestion des Comptes via l'interface de gestion du Service.



Si aucun Compte donnant lieu à facturation n'a été ouvert dans un délai d'un an à compter de la signature de la présente Convention, l'Établissement s'expose à la résiliation de la Convention dans les conditions prévues de l'article 16 de la présente Convention.

L'Établissement s'engage à respecter les modalités de paiement des factures émises par le GIP RENATER à son intention, telles qu'elles figurent à l'article 13 de la présente Convention et à l'Annexe 2 Grille tarifaire.

## Article 7 – Description du Service

Le Service comprend les différents éléments décrits ci-après.

### 7.1. Descriptif du Service et des Solutions

Le GIP RENATER fournira le Service conformément à la présente Convention et fournira les efforts nécessaires pour pallier les dysfonctionnements du Service dans le respect de la Charte Qualité figurant en Annexe 1. Ce Service comprend la mise à disposition de l'Établissement d'un accès aux fins d'administrer les Comptes et les fonctionnalités du Service.

Les Solutions comprennent notamment :

- Fonctions d'administration :
  - gestion des Comptes : le GIP RENATER délègue l'administration des domaines à l'Établissement via une interface permettant de créer/supprimer des Comptes et de modifier les paramètres d'un Compte ;
  - gestion de comptes "ressources" (salles, équipements, etc...) ;
  - gestion d'alias de messagerie ;
  - gestion d'adresse de redirection (adresse "à vie" redirigée vers une boîte mail externe) ;
  - support administrateur ;
  - hébergement des Solutions et des Données en France.
- Fonctions générales pour l'Utilisateur :
  - mail : envoi, réception, gestion de boîtes aux lettres ;
  - agenda ;
  - contacts ;
  - tâches ;
  - messagerie instantanée ;
  - accès aux « pages blanches » de la plateforme ;
  - antispam ;
  - gestion de partages ;
  - interface utilisateurs :
    - interface web ;
    - clients « lourds » via les protocoles normalisés (pop, pops, imap, imaps, smtp, smtps, ...) ;
    - synchronisation des mobiles (activesync par exemple).
  - Zimlets tels que notamment Renavisio, Rendez-vous, Modèles de mail, Zimlet plus, Zimbra docs....."

Les Solutions sont mises à disposition de l'Établissement sur une infrastructure accessible via le réseau RENATER. L'Établissement dispose d'un accès au réseau RENATER dont les spécificités sont décrites dans son Agrément.

Le GIP RENATER assure l'hébergement des Données, le maintien en conditions opérationnelles des Solutions et la sauvegarde des Données dans les conditions définies en Annexe 1 Charte Qualité.

L'assistance et le support des équipes techniques sont décrits à l'article 7.4 de la présente Convention et en Annexe 1.



## 7.2. Modalités d'accès au Service

La Convention est conclue intuitu personae. Le droit d'accès au Service est consenti par le GIP RENATER à l'Établissement, qui seul dispose du droit d'accès au Service et d'administration des Comptes et des fonctionnalités du Service.

Tout Utilisateur pourra se connecter à tout moment au Service.

Les Utilisateurs accèdent au Service en utilisant un Compte, au moyen des Identifiants fournis par l'Établissement.

L'identification d'un Utilisateur de l'Établissement lors de son accès au Service se fait par :

- un compte nominatif pour chaque Utilisateur ;
- des données d'authentification (identifiant, mot de passe) de chaque Compte fournies par l'Établissement lors de la création du Compte dans le Service.

Les Identifiants sont destinés à réserver l'accès au Service aux Utilisateurs de l'Établissement, à protéger l'intégrité et la disponibilité des Solutions, ainsi que l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité des Données de l'Établissement telles que transmises par les Utilisateurs.

Les Identifiants sont personnels et confidentiels. Ils ne peuvent être changés que par l'Établissement ou à l'initiative du GIP RENATER sous réserve d'en informer préalablement l'Établissement. L'Établissement s'engage à mettre tout en œuvre pour conserver secrets les Identifiants le concernant et à ne pas les divulguer sous quelque forme que ce soit.

L'Établissement est entièrement responsable de l'utilisation des Identifiants et il est responsable de la garde des codes d'accès qui lui sont remis. Il s'assure qu'aucune autre personne non autorisée n'a accès au Service. De manière générale, l'Établissement assume la responsabilité de la sécurité de l'infrastructure d'accès au Service. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance d'un incident de sécurité lié au Service, l'Établissement en informera le GIP RENATER par tout moyen à sa disposition sans délai et en demandant la confirmation au GIP RENATER. Il appartient à l'Établissement de s'assurer de la solidité des mots de passe.

De même, dans l'hypothèse où il aurait connaissance d'un incident de sécurité lié au Service, le GIP RENATER en informe l'Établissement par tout moyen à sa disposition dans les plus brefs délais et en demandant la confirmation à l'Établissement.

À titre de mesure conservatoire, le GIP RENATER peut bloquer l'accès à un Compte (suite à une compromission, utilisation anormale, etc...), s'il porte atteinte à l'engagement de niveau de service et de sécurité pris par le GIP RENATER. Le cas échéant, le GIP RENATER prendra contact avec l'Établissement afin de régulariser la situation.

## 7.3. Services Associés

L'Établissement peut commander au GIP RENATER des Services associés relatifs à des Prestations de migration de réversibilité et de formation, sur la base d'Unités d'Œuvre (UO) décrites en annexe 2.

## 7.4. Disponibilité du Service

Le GIP RENATER exécute ses Prestations conformément à la Charte qualité figurant en Annexe 1 de la présente Convention.

Le GIP RENATER garantit la continuité de l'accès au Service sur son périmètre. À cette fin, le GIP RENATER s'engage à mettre en place des contrôles efficaces de nature à procurer une assurance raisonnable que l'Établissement peut accéder et utiliser le Service concerné en continu.

Il appartient à l'Établissement d'avertir le GIP RENATER en cas d'augmentation de ses besoins en termes de capacité de traitement.

Le Service peut être occasionnellement suspendu en raison d'interventions de maintenance nécessaires à son bon fonctionnement. En cas d'interruption du Service pour maintenance, le GIP RENATER s'engage à respecter la procédure des opérations décrite, afin que l'Établissement puisse être informé au mieux de l'interruption, et qu'il prenne ses dispositions suffisamment à l'avance pour éviter toute perturbation de son activité.



Le GIP RENATER assure la maintenance des Services conformément à la Charte Qualité figurant en Annexe 1 de la présente Convention.

## Article 8 – Utilisation des Données

Les Données transmises par l'Établissement au GIP RENATER pour la réalisation du Service demeurent la pleine propriété de l'Établissement. Le GIP RENATER n'acquiert ainsi aucun droit sur les Données traitées. Durant la Prestation, le GIP RENATER ne peut utiliser les Données qui lui sont confiées que pour assurer la bonne réalisation du Service. L'Établissement est seul responsable de la qualité, de la licéité, de la pertinence des Données et contenus qu'il transmet aux fins d'utilisation du Service. En conséquence, le GIP RENATER dégage toute responsabilité en cas d'une utilisation non-conforme des Données aux lois et règlements, à l'ordre public ou encore aux besoins de l'Établissement.

L'Établissement garantit le GIP RENATER contre tout préjudice qui résulterait de sa mise en cause par un tiers pour une violation de cette garantie.

Plus généralement, l'Établissement est seul responsable des contenus et messages diffusés et/ou téléchargés via le Service.

## Article 9 – Sécurité des Données

Le GIP RENATER s'engage à prendre toutes précautions utiles afin d'assurer la sécurité des Données. Il garantit le maintien d'un niveau de sécurité conforme à l'état de l'art de la profession.

À cette fin, sous réserve de l'Article 19 - « Responsabilité », le GIP RENATER s'engage à prendre toutes les mesures utiles à la préservation de l'intégrité et de la confidentialité des Données conformément aux dispositions de l'Annexe 1 de la présente Convention. Le GIP RENATER met en place les mesures techniques et organisationnelles de nature à empêcher tout accès ou utilisations frauduleuses des Données et à prévenir toutes pertes, altérations et destructions des Données.

Le GIP RENATER s'engage à réaliser régulièrement des sauvegardes des Données hébergées.

## Article 10 – Protection des données à caractère personnel

Les Parties ont convenu des clauses contractuelles suivantes afin d'offrir des garanties adéquates concernant la protection de la vie privée et des libertés et droits fondamentaux des personnes lors de l'accès ou de l'utilisation par le GIP RENATER des données à caractère personnel qui sont sous la responsabilité de l'Établissement.

### 10.1 Définitions

Au sens des clauses :

- a) « données à caractère personnel », « catégories particulières de données », « traiter/traitement », « responsable du traitement », « sous-traitant », « personne concernée » ont la même signification que dans le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- b) le « Etablissement ou Responsable de traitement » est l'entité qui collecte et traite des informations nominatives (données à caractère personnel) ;
- c) le « GIP RENATER ou sous-traitant » est l'organisme qui traite des données à caractère personnel, pour le compte de l'Etablissement ou accède, dans le cadre de ses missions, à des données à caractère personnel conformément aux instructions de l'Etablissement ;
- d) les « Destinataires » désignent toute personne habilitée à recevoir communication des données qu'il s'agisse ou non d'un tiers autre que l'Etablissement, le sous-traitant ou les autorités publiques dans le cadre d'une mission d'enquête particulière ;
- e) les « Tiers » désignent toute personne placée sous l'autorité directe du responsable de traitement ou du sous-traitant, autorisée à traiter les données à caractère personnel ;
- f) constitue un « traitement de données à caractère personnel » toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, tels que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation,



l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction ;

- g) un « fichier de données à caractère personnel » s'entend de tout ensemble structuré et stable de données à caractère personnel accessible selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique.

### 10.2 Objet de l'engagement

Le GIP RENATER assure, pour le compte de l'Établissement, les traitements de données à caractère personnel qu'implique le Service. L'engagement de confidentialité s'applique à toutes les données :

- transmises par l'Établissement au GIP RENATER dans le cadre du service rendu pour le compte de l'Établissement ;
- accessibles au GIP RENATER dans le cadre du service rendu pour le compte de l'Établissement ;
- reçues par le GIP RENATER d'un tiers dans le cadre du service rendu pour le compte de l'Établissement.

### 10.3 Traitement de Données à Caractère Personnel

La présente clause a pour objectif de décrire le Traitement pour lequel l'Établissement agit en qualité de Responsable de Traitement et le GIP RENATER agit en qualité de sous-traitant. La nature du traitement consiste à héberger, sauvegarder, mettre à disposition et sécuriser les données.

La présente clause fait partie intégrante des instructions que l'Établissement donne au GIP RENATER concernant le traitement de données à caractère personnel.

Dans le cadre de la mission effectuée pour le compte de l'Établissement, le GIP RENATER est amené à effectuer un traitement des données à caractère personnel conformément aux finalités prévues lors de la collecte, à savoir :

- L'utilisation d'une messagerie électronique (échange de mail, correspondances, calendrier, tâches, gestionnaires de document) ;
- La gestion des contacts de l'utilisateur ;
- L'intégration de passerelles entre le Service et les autres services proposés par le GIP RENATER ;
- L'utilisation d'un compte de messagerie électronique externe.

Les données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement dans le cadre de la mission effectuée pour le compte de l'Établissement sont les suivantes :

- *Données d'identification* : Nom, prénom, adresse mail, mot de passe (chiffré)
- *Logs de connexion* : mail from, mail to, serveurs, message id, subject, adresse IP, heure, date, etc.

Les catégories de personnes concernées par le traitement sont les suivantes :

- Les utilisateurs de l'Établissement ;
- Tout type de destinataire.

Les données sont à destination exclusive du GIP RENATER.

Les données seront conservées tout le long de la relation contractuelle avec l'Établissement et selon la volonté des utilisateurs. À l'échéance de la Convention, les données pourront être conservées par le GIP RENATER pendant 90 jours. Les Données sont stockées et hébergées par le GIP RENATER sur des serveurs localisés en France.

### 10.4 Droits et obligations de l'Établissement

L'Établissement en sa qualité de responsable du traitement reconnaît et garantit ce qui suit :



- a) compte tenu de la nature du traitement, des finalités ainsi que des risques que présentent les traitements de données pour les droits des personnes concernées, il met en œuvre des mesures techniques et d'organisation appropriées et effectives pour être en mesure de démontrer que le traitement de données à caractère personnel est effectué conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel ;
- b) compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre, des finalités ainsi que des risques liés aux traitements de données pour les droits des personnes concernées, il met en œuvre des mesures de sécurité adéquates pour protéger les données à caractère personnel contre une destruction fortuite ou illicite, une perte fortuite, une altération, une divulgation ou un accès non autorisé et contre toute autre forme illicite de traitement, notamment en respectant les recommandations de sécurité du GIP RENATER tels que les politiques de mot de passe attribués aux utilisateurs, ou le respect de la sécurité des comptes, sans que cette liste soit exhaustive. Il assure à cet effet un niveau de sécurité adapté aux risques liés au traitement et à la nature des données à protéger, eu égard au niveau technologique et au coût de mise en œuvre ;
- c) il fait appel uniquement à des sous-traitants qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des règles de sécurité et de confidentialité et s'assure, notamment par voie contractuelle, que des mesures adéquates ont été prises par les sous-traitants de manière à ce que tout traitement de données à caractère personnel réponde aux exigences réglementaires en matière de protection de données à caractère personnel ;
- d) s'engage à coopérer avec le GIP RENATER afin de délivrer l'information légale et de répondre aux demandes des personnes concernées pour l'ensemble des traitements mis en œuvre par le GIP RENATER pour son compte, et de façon générale pour garantir le respect des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des données ;
- e) le cas échéant, tient un registre des activités de traitement effectuées sous sa responsabilité, conformément à l'article 30 § 1 et suivants du Règlement précité et s'engage à coopérer avec l'autorité de contrôle compétente et, sur demande, de mettre le registre à sa disposition ;
- f) fournit au sous-traitant les données visées au 10.3 des présentes clauses ;
- g) fournit au sous-traitant les instructions documentées concernant les traitements des données par le sous-traitant.

### *10.5 Droits et obligations du GIP RENATER*

Le GIP RENATER, en sa qualité de sous-traitant, accepte et impose à toute personne agissant sous son autorité, ce qui suit :

- a) Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement figurant en annexe de la présente convention. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ;
- b) considérer comme « confidentielles », et entrant dans le champ d'application du secret professionnel auquel il est tenu, les informations de toute nature, écrites ou orales, qu'il serait amené à connaître durant l'exécution de la présente Convention. L'obligation de confidentialité du GIP RENATER continuera après expiration des présentes, aussi longtemps que lesdites informations n'auront pas été rendues publiques par l'Établissement ;
- c) mettre en œuvre tous les moyens nécessaires, eu égard aux risques liés au traitement, à la nature des données à protéger et au coût de mise en œuvre, afin de protéger les données à caractère personnel contre toute perte fortuite, altération, divulgation à des tiers non autorisés ;
- d) le cas échéant, tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'Établissement, conformément à l'article 30 § 2 et suivants du Règlement précité et s'engage à coopérer avec l'autorité de contrôle compétente et, sur demande, de mettre le registre à sa disposition ;
- e) à la demande de l'Établissement et compte tenu de la nature du traitement et des informations à sa disposition, aider ce dernier à apporter la preuve du respect des obligations en matière de protection de données, notamment dans le cadre d'une analyse d'impact relative à la protection de données et permettra la réalisation d'audits par l'Établissement ou un autre auditeur, soumis à une obligation de secret et choisis par l'Établissement et y contribuera ;
- f) s'engager à coopérer avec l'Établissement afin de délivrer l'information légale à toutes les personnes concernées sur l'ensemble des traitements mis en œuvre par le GIP RENATER pour le compte de l'Établissement, et de façon générale pour garantir le respect des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des données ;
- g) communiquer dans les meilleurs délais et avec une célérité permettant à l'Établissement de s'acquitter de ses obligations légales toute demande contraignante de divulgation des données à caractère personnel émanant d'une



autorité de maintien de l'ordre, sauf disposition contraire, telle qu'une interdiction de caractère pénal visant à préserver le secret d'une enquête policière ;

h) informer l'Établissement en cas d'instruction méconnaissant la réglementation applicable.

### *10.6 Obligations des Parties*

Les Parties déclarent être en conformité avec les dispositions du Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Le GIP RENATER reconnaît que tout manquement à ses obligations de sécurité et de confidentialité est de nature à entraîner la fin immédiate de sa mission.

En outre, l'Établissement s'engage à permettre la réalisation de l'exercice des droits de ses usagers en mettant, notamment, à disposition, les coordonnées de son Délégué à la protection des données.

De façon générale, les Parties s'engagent à coopérer afin de garantir le respect des dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des données.

### *10.7 Droits des personnes concernées*

Pour des motifs tenant à sa situation particulière, toute personne peut s'opposer au traitement des données la concernant. Pour exercer leurs droits, les personnes concernées peuvent s'adresser à l'Établissement.

L'Établissement s'engage à faciliter l'exercice des droits conférés à la personne concernée et à gérer toute demande d'exercice des droits tels que prévus par la réglementation sur la protection des données. En contrepartie, le GIP RENATER s'engage à délivrer l'information légale à tous les interlocuteurs sur l'ensemble des traitements mis en œuvre par le GIP RENATER pour le compte de l'Établissement et à communiquer dans les meilleurs délais et avec une célérité permettant à l'Établissement de s'acquitter de ses obligations légales toute demande reçue directement des personnes concernées.

Pour ce faire, le GIP RENATER aide l'Établissement à donner suite aux demandes d'exercice de leurs droits par les personnes concernées, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, et notamment par l'intermédiaire de son service « support ».

### *10.8 Transferts de données hors de l'UE*

En cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers situé hors de l'Union européenne, n'assurant pas un niveau de protection adéquat, le GIP RENATER s'engage à obtenir au préalable l'accord écrit de l'Établissement et à condition que le pays destinataire présente un niveau de protection adéquat ou suffisant, conformément aux articles 44 et suivants du Règlement précité.

### *10.9 Communication de données aux tiers autorisés*

Conformément à la réglementation en vigueur, le GIP RENATER peut être amené à communiquer les données à caractère personnel aux autorités compétentes sur requête et notamment aux organismes publics, exclusivement pour répondre aux obligations légales, aux auxiliaires de justice, aux officiers ministériels.

Le GIP RENATER s'engage à communiquer dans les meilleurs délais et avec une célérité permettant à l'Établissement de s'acquitter de ses obligations légales toute demande contraignante de divulgation des données à caractère personnel émanant d'une autorité de maintien de l'ordre, sauf disposition contraire, telle qu'une interdiction de caractère pénal visant à préserver le secret d'une enquête policière.

### *10.10 Recours à la sous-traitance ultérieure*

En cas de recours à une sous-traitance ultérieure, le GIP RENATER veille à obtenir au préalable l'accord écrit, spécifique ou général, de l'Établissement et à imposer au sous-traitant ultérieur les mêmes obligations en matière de protection de données que celles qui lui incombent en vertu du contrat initial ; en cas de manquement, par le sous-traitant ultérieur, aux obligations en matière de protection des données qui lui incombent conformément audit accord écrit, le sous-traitant initial reste pleinement responsable du respect de ces obligations envers l'Établissement.



Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Le responsable de traitement dispose d'un délai minimum de 15 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

#### *10.11 Notifications de violations de données*

En cas de violation de données à caractère personnel entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données, le GIP RENATER s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour atténuer tout risque immédiat et potentiel pour les personnes concernées et notifie dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance la violation de données à l'Établissement. La notification doit décrire la nature de la violation, ses conséquences probables, les mesures prises par le GIP RENATER et tout élément permettant à l'Établissement de prendre des mesures proportionnées au risque identifié et de notifier le cas échéant cette violation à la CNIL.

#### *10.12 Audits*

Le GIP RENATER s'engage à traiter rapidement et comme il se doit toute demande d'informations de l'Établissement, permettant de garantir le respect et l'effectivité des obligations de sécurité et de confidentialité résultant de la présente Convention. Il s'oblige à ce que ces informations soient mises à jour régulièrement ou sur demande de l'Établissement.

Le GIP RENATER permet la réalisation d'audit par l'Établissement ou par un organe de contrôle composé de membres indépendants, possédant les qualifications professionnelles requises, soumis à une obligation de secret et choisis par l'Établissement, sous réserve qu'ils ne soient pas des concurrents directs du GIP RENATER. Il s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve dès lors qu'il sera avisé d'une éventuelle vérification.

L'Établissement est informé qu'il ne peut réaliser des audits de la conformité du GIP RENATER avec les termes du présent engagement qu'une (1) fois tous les 3 ans.

#### *10.13 Responsabilité*

Le GIP RENATER reconnaît qu'en cas de non-respect des obligations susvisées :

- sa responsabilité est susceptible d'être engagée sur la base des articles 226-13 et 226-17 du Code pénal ;
- il sera tenu responsable envers l'Établissement des conséquences dommageables causées par ce manquement, ainsi qu'au versement de réparations pour le préjudice subi dans les limites de l'article 19 de la Convention ;
- L'Établissement pourra prononcer la résiliation immédiate de la présente Convention, sans indemnité à l'égard du GIP RENATER.

#### *10.14 Obligation après la résiliation des services de traitements de données à caractère personnel*

Les Parties conviennent, dès l'achèvement de la Convention que le GIP RENATER procède à la restitution à l'Établissement, et à la convenance de celui-ci, de l'ensemble des informations qui lui auraient été transmises ou dont il aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution de la présente Convention, ainsi que de leurs copies éventuelles et à leur suppression, soit à leur destruction tout en apportant la preuve de celle-ci à l'Établissement, à moins qu'une disposition légale ou réglementaire ne lui empêche de restituer, détruire la totalité ou une partie de ces données à caractère personnel traitées. Dans ce cas, le GIP RENATER s'oblige à informer l'établissement de cette obligation légale ou réglementaire et à ne plus traiter activement ces informations, il en garantit la sécurité et la confidentialité.

### **Article 11 – Droit d'utilisation du Service**

Le GIP RENATER concède à l'Établissement un droit non exclusif, non cessible et non transférable d'utilisation du Service, pendant toute la durée de la Convention et pour le monde entier. L'Établissement ne peut utiliser le Service que conformément à ses besoins et selon la documentation fournie par le GIP.



Le droit d'utilisation s'entend du droit de représenter et de mettre en œuvre le Service conformément à sa destination, en mode SaaS via une connexion à un réseau de communications électroniques. L'Établissement ne pourra en aucun cas mettre les Solutions à disposition d'un tiers, et s'interdit strictement toute autre utilisation.

Le GIP RENATER est propriétaire des licences logicielles nécessaires au bon fonctionnement du Service. En particulier, ces licences ont pour unique but de permettre à l'Établissement l'utilisation du Service, à l'exclusion de toute autre finalité.

## Article 12 – Propriété

L'Établissement est et demeure propriétaire de l'ensemble des Données qu'il utilise via le Service dans le cadre de la Convention.

Le GIP RENATER est et demeure titulaire des droits de propriété relatifs à tout élément du Service et des Solutions mis à disposition de l'Établissement, ainsi plus généralement que de l'infrastructure informatique (logicielle et matérielle) mise en œuvre ou développée dans le cadre de la Convention.

La Convention ne confère à l'Établissement aucun droit de propriété sur les Solutions. La mise à disposition temporaire des Solutions dans les conditions prévues dans la Convention ne saurait être analysée comme la cession d'un quelconque droit de propriété intellectuelle au bénéfice de l'Établissement, au sens du Code français de la propriété intellectuelle.

L'Établissement s'interdit de reproduire tout élément des Logiciels, ou toute documentation les concernant, par quelque moyen que ce soit, sous quelque forme que ce soit et sur quelque support que ce soit.

L'Établissement ne pourra céder tout ou partie des droits et obligations résultant de la Convention, que ce soit dans le cadre d'une cession temporaire, d'une sous-licence et de tout autre contrat prévoyant le transfert desdits droits et obligations.

## Article 13 – Conditions financières

### 13.1. Conditions générales de souscription du Service

Tout accès au Service nécessite la commande d'une étude préalable à la mise en œuvre du Service. L'étude préalable fait l'objet d'un bon de commande, dont le prix est établi sur la base des tarifs indiqués en annexe 2 - 1. Frais d'Accès au Service. Des prestations d'initialisation et de migration peuvent être commandées avant la mise en œuvre du Service. Les prestations d'initialisation et de migration feront l'objet de bons de commande, dont le prix est établi sur la base des tarifs des UO indiqués en annexe 2 - 3. Services associés.

L'Établissement est informé que l'Annexe 2 - Grille tarifaire pourra être mise à jour sans qu'il soit nécessaire de faire un avenant aux présentes.

L'Établissement doit notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, son refus de l'application de la nouvelle grille tarifaire. Le refus de la grille tarifaire entraîne automatiquement la résiliation de la présente convention dans les conditions fixées par l'article 16.

L'Établissement peut en outre demander l'activation des procédures de réversibilité, selon les modalités fixées à l'article 17 de la présente Convention.

Les délais cumulés (notification par lettre recommandée, résiliation de la convention et activation des procédures de réversibilité) ne pourront excéder six (6) mois à compter de la date de présentation de la nouvelle grille tarifaire.

L'Établissement s'est engagé auprès du GIP RENATER à atteindre un montant minimal de redevances mensuelles de 1000.00 euros (€) HT dans un délai d'un (1) an à compter du premier mois facturé.

S'il n'a pas atteint ce montant minimal de redevances dans ce délai, l'Établissement versera au GIP RENATER une indemnité mensuelle correspondant à la différence entre le montant minimal de redevances auquel s'est engagé l'Établissement et le montant résultant du décompte effectué, et ce quel que soit le nombre de Comptes ouverts. Cette indemnité mensuelle est applicable à partir du treizième (13ème) mois suivant le premier mois facturé. Elle n'est pas rétroactive.

L'Établissement est informé qu'il est seul responsable du nombre de Comptes qu'il ouvre via l'interface de gestion du Service, et reconnaît que l'ouverture d'un Compte par l'Établissement l'engage à payer les redevances correspondantes au



décompte effectué par le GIP RENATER, sans préjudice de l'engagement de verser un montant minimal de redevances tel que prévu au dernier alinéa de l'article 13.2.

Des Services associés exprimés en unités d'œuvre à l'Annexe 2 - 3. Services associés de la grille tarifaire peuvent être demandés au GIP RENATER par l'Établissement. Ils font alors l'objet de bons de commande spécifiques.

### *13.2. Modalités de détermination de la facturation du Service*

Le montant de facturation du Service est constitué :

- de frais d'accès au service,
- le cas échéant, du montant des Services associés, commandés sous forme d'Unité d'Œuvre (UO),
- de redevances mensuelles.

Un relevé des Comptes et des redirections simples est effectué par le GIP RENATER tous les derniers jours du mois et est transmis à l'Administrateur du ou des domaine(s) de l'Établissement. Ce relevé déterminera le nombre de Comptes et des redirections simples dues par l'Établissement le mois écoulé.

Le montant de la redevance mensuelle correspond à la somme des Comptes et des redirections simples relevés à la fin du mois auxquels sont appliqués les tarifs unitaires correspondants indiqués en Annexe 2 - 2. Redevance.

### *13.3. Modalités de règlement*

Les frais d'accès au Service et les éventuels Services associés sont facturés après constatation du service fait.

Les redevances sont facturées à terme échu, à la fin de chaque trimestre civil.

Les tarifs sont majorés du taux de la T.V.A. en vigueur.

L'adresse de facturation est l'adresse du siège de l'Établissement. Les paiements sont à effectuer entre les mains de Madame l'Agent Comptable du GIP RENATER.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, au bénéfice du GIP RENATER et sans autre formalité, le versement de pénalités de retard et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus par l'article 6 de la directive 2011/7/UE du 16 février 2011 sous réserve que le retard ne soit pas imputable au GIP RENATER.

Le taux des intérêts dus en cas de retard de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts ont commencé à courir, majoré de dix points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## **Article 14 – Modifications**

Le GIP RENATER s'engage à proposer à l'Établissement toute amélioration, au niveau technique ou en termes de qualité de service qui lui semblerait opportun, afin d'assurer la Prestation conformément à l'état de l'art de la profession.

### *14.1. Modifications et évolutions ne nécessitant pas la conclusion d'un avenant*

L'accord des Parties sur les modifications mineures n'ayant aucune répercussion financière pour l'Établissement pourra être formalisé par un simple échange de correspondances ou par une validation explicite dans les comptes-rendus de réunions de suivi.



#### 14.2. Modifications et évolutions majeures

Pour les modifications plus importantes (hormis les évolutions impliquant une augmentation de la Grille tarifaire dont la procédure est indiquée à l'article 13.1 ci-avant), un avenant à la présente Convention sera élaboré et soumis à la signature des Parties.

En cas de désaccord de l'Établissement sur les modifications et évolutions majeures proposées par le GIP RENATER, la Convention sera résiliée dans les conditions définies à l'article 16 ci-après.

#### Article 15 – Durée - Prorogation

La convention prendra effet rétroactivement à compter du 14 février 2021 et après signature des deux parties pour une durée de trois (3) ans, dix (10) mois et quinze (15) jours prorogeable tacitement pour un (1) an une seule fois.

Cette prorogation n'entraîne pas la naissance d'une nouvelle convention entre les parties mais la simple poursuite de l'ensemble des obligations nées de la présente convention.

Chaque partie peut empêcher la prorogation en faisant connaître à l'autre partie son opposition par lettre recommandée avec accusé de réception notifiée au moins six (6) mois avant le terme de la convention.

#### Article 16 – Résiliation

En cas de manquement par l'une des Parties à ses obligations contractuelles, la Convention pourra être résiliée de plein droit par l'autre Partie soixante (60) jours après l'envoi d'une lettre de mise en demeure adressée en recommandée avec avis de réception restée sans effet. La mise en demeure indiquera la ou les défaillances constatées et précisera le délai pour résoudre les manquements.

Si un (1) an après la signature de la présente Convention, l'Établissement n'a ouvert aucun Compte donnant lieu à facturation, la présente Convention sera résiliée de plein droit par le GIP RENATER, soixante (60) jours après l'envoi à l'Établissement d'une lettre de mise en demeure adressée en recommandée avec avis de réception restée sans effet. La mise en demeure rappellera le manquement à l'engagement de l'Établissement et précisera le délai pour répondre de ce manquement.

En cas de désaccord de l'Établissement suite à la révision de la Grille tarifaire, l'Établissement pourra résilier la présente Convention par lettre recommandée avec accusé de réception, selon les modalités indiquées à l'article 13.1 ci-avant.

En cas de résiliation, l'Établissement cessera d'utiliser tous codes d'accès aux Solutions et au Service.

#### Article 17 – Gestion des Données en fin de contrat - Réversibilité

##### 17.1 Gestion des données

En cas de résiliation ou au terme de la Convention, l'Établissement peut à tout moment et de manière autonome récupérer ses Données (mail, agenda, contacts, tâches et porte documents) sous forme d'une archive de ces données dans les formats standards et exploitables suivants :

- ICS (calendrier)
- Eml (mails)
- Csv (contacts)
- Natif (pour les documents)
- Json

La récupération de ces données se fait aux moyens des outils et interfaces délivrés dans la cadre du service PARTAGE : pour les utilisateurs via l'interface webmail l'onglet « Mes préférences » et pour l'administrateur de messagerie de l'Établissement via les solutions mises à disposition.



Dans le cas où l'Établissement souhaite se faire accompagner pour récupérer rapidement et/ou un très gros volume de données en une seule fois, il peut bénéficier d'un accompagnement par le GIP RENATER pour automatiser ces opérations en commandant deux Unités d'Œuvres (UO 50 – Journée Administrateur) sur la base des tarifs indiqués en annexe 2 - 3. de la grille tarifaire – Services associés.

Le GIP RENATER procède à l'effacement des Données dans un délai de trente (30) jours à compter de la validation par l'établissement de la récupération des Données.

Dans le cas où l'Établissement ne souhaite pas récupérer ses Données, le GIP RENATER procède à l'effacement des Données dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date effective de résiliation de l'Établissement ou au terme du contrat.

### *17.2 Réversibilité*

L'Établissement peut en outre commander des prestations de réversibilité sur la base des tarifs indiqués en annexe 2 - 3. de la grille tarifaire – Services associés.

La prestation de réversibilité consiste pour le GIP RENATER à restituer, dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de réception de cette commande, l'ensemble des Données sous un format standard lisible et à les migrer dans un autre environnement.

Sous réserve que l'Établissement collabore activement afin de faciliter la migration des Données, le GIP RENATER fera en sorte que l'Établissement puisse poursuivre l'exploitation des Données, sans rupture, directement ou avec l'assistance d'un autre prestataire.

Une fois les opérations de réversibilité effectuées, le GIP RENATER détruit l'intégralité des Données de l'Établissement dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin des opérations.

## **Article 18 – Garantie d'éviction**

Le GIP RENATER déclare et garantit qu'il est titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle qui lui permettent de mettre à disposition le Service.

Le GIP RENATER déclare et garantit que les Solutions ne sont pas susceptibles de porter atteinte aux droits des tiers.

## **Article 19 – Responsabilité – Force majeure**

Chacune des Parties assume la responsabilité des conséquences résultant de ses fautes, erreurs ou omissions, ainsi que des fautes, erreurs ou omissions de ses sous-traitants éventuels et causant un dommage direct à l'autre Partie.

En outre, en cas de faute du GIP RENATER prouvée par l'Établissement, le GIP RENATER ne sera tenu que de la réparation des conséquences pécuniaires des dommages directs et prévisibles du fait de l'exécution des Services. En conséquence, le GIP RENATER ne pourra en aucune circonstance être tenu responsable au titre des pertes ou dommages indirects ou imprévisibles de l'Établissement ou des tiers, ce qui inclut notamment tout gain manqué, perte, inexactitude ou corruption de fichiers ou de Données, préjudice commercial, perte de chiffre d'affaires ou de bénéfice, perte d'une chance, coût de l'obtention d'un produit, d'un service ou de technologie de substitution, en relation ou provenant de l'inexécution ou de l'exécution fautive des Services.

Dans tous les cas, la responsabilité du GIP RENATER est strictement limitée au montant redevances annuelles effectivement payées par l'Établissement à la date de survenance du fait générateur de responsabilité.

Le GIP RENATER ne saurait, en outre, être tenu responsable de la destruction accidentelle des Données par l'Établissement ou un tiers mandaté par l'établissement ayant accédé au Service.



Le GIP RENATER ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable de tout dommage en cas de préjudice causé par une interruption ou une baisse de service du prestataire d'infrastructure de télécommunications, du fournisseur d'électricité ou en cas de force majeure.

Aucune des Parties ne pourra être tenue pour responsable d'un manquement quelconque à ses obligations dans le cadre de la Convention, si un tel manquement résulte : d'une décision gouvernementale, en ce compris tout retrait ou suspension d'autorisations quelles qu'elles soient, d'une grève totale ou partielle, interne ou externe à l'entreprise, d'un incendie, d'une catastrophe naturelle, d'un état de guerre, d'une interruption totale ou partielle ou d'un blocage des réseaux de télécommunications ou électrique, d'acte de piratage informatique sous réserve que le GIP RENATER ait mis en place ses obligations en matière de sécurité prévues à l'article 9, ou plus généralement tout autre évènement de force majeure au sens de l'article 1218 du code civil et présentant les caractéristiques définies par la jurisprudence des Tribunaux français.

La Partie constatant l'évènement devra sans délai informer l'autre partie de son impossibilité à exécuter ses obligations.

La suspension des obligations ou le retard ne pourra en aucun cas être une cause de responsabilité pour non-exécution de l'obligation en cause, ni induire le versement de dommages et intérêts ou pénalités de retard.

## Article 20 – Assurances

Le GIP RENATER a souscrit les assurances nécessaires afin de couvrir les risques liés à l'exercice de son activité. Il s'engage à donner tout justificatif à l'Établissement, si celui-ci lui en fait la demande expresse.

## Article 21 – Confidentialité

Chacune des Parties s'oblige à (i) tenir confidentielles toutes les informations qu'elle recevra de l'autre Partie, et notamment à (ii) ne pas divulguer les informations confidentielles de l'autre Partie à un tiers quelconque, autre que des employés ou agents ayant besoin de les connaître ; et (iii) n'utiliser les informations confidentielles de l'autre Partie qu'à l'effet d'exercer ses droits et de remplir ses obligations aux termes de la Convention.

Nonobstant ce qui précède, aucune des Parties n'aura d'obligation quelconque à l'égard d'informations qui (i) seraient tombées ou tomberaient dans le domaine public indépendamment d'une faute par la Partie les recevant, (ii) seraient développées à titre indépendant par la Partie les recevant, (iii) seraient connues de la Partie les recevant avant que l'autre Partie ne les lui divulgue, (iv) seraient légitimement reçues d'un tiers non soumis à une obligation de confidentialité, ou (v) devraient être divulguées en vertu de la loi ou sur ordre d'un tribunal (auquel cas elles ne devront être divulguées que dans la mesure requise et après en avoir prévenu par écrit la Partie les ayant fournies).

Les obligations des Parties à l'égard des informations confidentielles demeureront en vigueur pendant toute la durée de la Convention et aussi longtemps, après son terme, que les informations concernées demeureront confidentielles pour la Partie les divulguant et, en toute hypothèse, pendant une période de 5 ans après le terme de la Convention.

Chacune des Parties devra restituer toutes les copies des documents et supports contenant des informations confidentielles de l'autre Partie, dès la fin de la Convention, quelle qu'en soit la cause.

Les Parties s'engagent par ailleurs à faire respecter ces dispositions par leur personnel, et par tout préposé ou tiers qui pourrait intervenir à quelque titre que ce soit dans le cadre de la Convention.

## Article 22 – Mentions – Promotion

Dans le cadre de la promotion du service PARTAGE, l'Établissement autorise le GIP RENATER à utiliser, dans ce cadre exclusivement et sous réserve que cette utilisation ne nuise en aucun cas à l'image de l'Établissement, le nom, les marques et les logos de l'Établissement sur les documents de communication interne ou externe ou sur tout autre support de publicité ou de promotion du Service, notamment sur ses sites internet, dans le respect de la charte graphique de l'établissement.

## Article 23 – Cession

La Convention est conclue "intuitu personae".



À cet effet, aucune des Parties ne peut céder ou transférer ses droits et obligations au titre de la présente Convention sans l'accord préalable et écrit de l'autre Partie qui ne pourra être retenue que pour des motifs justifiés.

Toute cession doit être notifiée par écrit à l'autre Partie. Une cession exécutée conformément aux dispositions du présent article est valable, sous réserve que le cessionnaire ait accepté par écrit d'être lié par les dispositions de la présente Convention.

## Article 24 – Divers

### 24.1. Divisibilité des clauses

La nullité, la caducité, l'absence de force obligatoire ou l'inopposabilité de l'une ou quelconque des stipulations de la Convention n'emporte pas la nullité, la caducité, l'absence de force obligatoire ou l'inopposabilité des autres stipulations, qui conserveront tous leurs effets. Cependant les Parties pourront, d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

### 24.2. Droit applicable

La Convention est soumise au droit français, à l'exclusion de toute autre législation.

### 24.3. Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes ainsi que de leurs suites, les Parties font respectivement élection de domicile en leurs sièges indiqués en tête des présentes. Toute modification du siège social ou de l'adresse de l'une des Parties ne sera opposable à l'autre Partie que huit (8) jours calendaires après lui avoir été dûment notifiée.

### 24.4. Différends

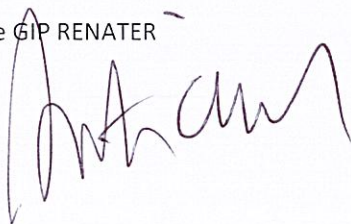
En vue de trouver ensemble une solution à tout litige qui surviendrait dans l'exécution de la Convention, les Parties conviennent de se réunir dans les quinze (15) jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception notifiée par l'une des Parties.

Si au terme d'un nouveau délai de quinze (15) jours, les Parties n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur un compromis ou une solution, le litige serait alors soumis aux tribunaux compétents.

En deux exemplaires originaux,

Fait à Paris, le 07/06/2024



Le GIP RENATER



Boris DINTRANS  
Directeur Général

Fait à Avignon, le 24 JUIN 2024

L'ÉTABLISSEMENT



PRÉSIDENCE  
AVIGNON  
UNIVERSITÉ  
74 rue  
Louis Pasteur  
84029 Avignon  
cedex 1

Georges LINARES  
Président